

Choisir le Québec

CADRE FINANCIER
-2025-



Le cadre financier du Bloc Québécois

- Prévoit des revenus additionnels de 98,3 milliards de dollars sur 5 ans et des dépenses additionnelles de 131,9 G\$ par rapport au scénario de référence ;
- Assure la pérennité de l'état québécois et du système de santé par une hausse substantielle des transferts en santé de 11,6 G\$ sur 5 ans ;
- Soutient les travailleurs pendant la tempête Donald Trump par la mise en place d'un programme de subvention salariale de 22 G\$;
- Prévoit une politique de l'aérospatial et un chantier de modernisation de l'économie ;
- Prend les changements climatiques de front par des réinvestissements dans l'adaptation et la lutte ;
- S'attaque à la crise du logement par une hausse substantielle du soutien à la construction de logements sociaux et communautaires, à l'accès à la propriété pour les jeunes et à la lutte à l'itinérance ;
- Réaffirme la volonté du Bloc Québécois de rétablir le pouvoir d'achat des aînés de 65 à 74 ans par une hausse de 10% de la Pension de la sécurité de la vieillesse ;
- Prévoit des réinvestissements en culture ;
- Fait en sorte que les dépenses canadiennes au chapitre de la défense atteignent la cible de 2% en 2029-2030.

Nouveaux revenus et économies (Millions \$)

	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29	2029-30	Total 5 ans
Écart fiscal	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	32 500
Paradis fiscaux	4 440	4 440	4 440	4 440	4 440	22 200
Pétrole : déduction de la ressource	1 015	2 878	3 323	3 584	3 741	14 541
Pétrole : séquestration du carbone ¹	755	1 455	1 455	1 455	1 455	6 575
Pétrole : hydrogène ²	200	200	200	200	200	1 000
Fonction publique et consultants	3 825	4 350	4 350	4 350	4 600	21 475
	16 735	19 823	20 268	20 529	20 936	98 291

¹ Évaluation préliminaire du ministère des Finances, fournie au Comité permanent des Finances le 2 mai 2023

² Évaluation sommaire du DPB, qui attend les données du gouvernement pour faire une évaluation plus précise.

Nouvelles dépenses (Millions \$)

	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29	2029-30	Total 5 ans
Budget de défense ³		1 730	1 850	1 980	2 120	7 680
Transferts en santé	521	1 099	1 739	3 339	4 925	11 623
Pensions de la sécurité de la vieillesse	790	3 189	3 303	3 425	3 547	14 254
SRG du défunt versé 3 mois au survivant	68	71	74	77	81	371
Crédit d'impôt pour travailleurs d'expérience	210	655	662	669	673	2 869
Rendre remboursable le crédit pour aidant	160	580	602	610	621	2 573
Prêts pour accès à la propriété ⁴	102	206	312	423	534	1 577
Initiative de construction rapide de logements	1 400	1 400	1 400	1 400	1 400	7 000
Infrastructures liées au logement	300	300	300	300	300	1 500
Lutte à l'itinérance ⁵	382	344	332	332	332	1 722
Subvention salariale ⁶	11 000	11 000				22 000
Fonds pour le transport en commun	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Fonds d'adaptation – catastrophes et climat	175	175	175	175	175	875
Érosion des berges	-	250	250			500
Rénovations écoénergétiques	400	400	400	400	400	2 000
Crédit à l'achat de véhicules électriques	350	350	350	350	350	1 750
Électrification du transport scolaire et urbain	10	10	10	10	10	50
Réseau cellulaire en région	-	50	50	50	50	200
Logement autochtone	650	650	650	650	650	3 250
Réinvestissements en culture	500	500	500	500	500	2 500
Subventions pour festivals et événements	75	75	75	75	75	375
Programmes de gestion de risque en agriculture	750	750	750	750	750	3 750
Plan d'action pesticides	300	300	300	100	-	1 000
Productivité en agriculture	500	500	500	500	500	2 500
Réfection des ports	50	50	50	50	50	250
Aérospatiale	500	500	500	500	500	2 500
Réindustrialisation – 2e et 3e transformation	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	5 000
Aluminium – verser les montants perçus en contre-tarifs en 2018 ⁷	120					120
Financement public des partis politiques	45	45	45	45	45	225
Développement international	200	300	400	500	500	1 900
Autres mesures	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	15 000
Total	27 513	32 434	22 634	24 165	26 143	132 889

³ On parle ici d'une hausse de 7,7 G\$ de plus que la hausse de 8,1 G\$ déjà prévue et intégrée au scénario de référence du DPB.

⁴ Équivaut aux frais d'intérêt liés aux 16,6 G\$ en prêts consentis à 1,1 million de personnes.

⁵ Hausse de 50% des sommes dédiées à l'itinérance. Équivaut à la moitié des sommes requises pour réduire l'itinérance de 50% en 5 ans.

⁶ Il s'agit d'une provision théorique. Pendant la COVID 19, la subvention salariale a coûté 98 G\$ pour 80 semaines. Nous prévoyons un programme de 50 semaines et nous estimons des pertes d'emplois équivalant à 40% de ce que nous avons perdu durant la pandémie.

⁷ Paiement unique versé à un fond sectoriel destiné à stimuler la recherche et la transformation.

Solde (Millions \$)

	2025-26	2026-27	2027-28	2028-29	2029-30	Total 5 ans
Scénario de référence du DPB	-46 700	-32 700	-33 300	-29 100	-26 700	-168 500
Revenus supplémentaires et économies	16 735	19 823	20 268	20 529	20 936	98 291
Nouvelles dépenses	-26 558	-32 479	-22 579	-24 210	-26 088	-131 914
Frais additionnels en service de la dette	-182	-544	-770	-912	-1100	-3508
Solde	-56 705	-45 900	-36 381	-33 693	-32 952	-205 631

Informations complémentaires

› Revenus et économies

Écart fiscal et paradis fiscaux :

Dans sa dernière estimation de l'écart fiscal (impôts impayés selon la loi), l'ARC le chiffrait à 26 G\$ par an. Nous visons le diminuer du quart, pour 6,5 G\$ par an.

Pour ce qui est de l'évitement fiscal, il n'existe aucun calcul officiel du manque à gagner découlant de l'évitement fiscal agressif par l'entremise des paradis fiscaux. L'ONG britannique *Tax Justice Network* le chiffre à 8,8 G\$ par an pour le Canada. Nous estimons raisonnable de viser une diminution de moitié.

En particulier, l'abrogation du règlement 5907 (11) 2 de l'impôt ferait en sorte que les revenus rapatriés de paradis fiscaux avec lesquelles le Canada a conclu des accords de partages de renseignements cesseraient d'être exempts d'impôt au Canada.

Fonction publique et consultants :

Le budget 2024 prévoyait des économies de 4,2 G\$ sur 4 ans, puis 1,3 G\$ par la suite dans un exercice d'attrition, soit 5 000 équivalents temps plein. À la lumière des 100 000 fonctionnaires supplémentaires embauchés depuis l'arrivée des libéraux, nous estimons raisonnable de doubler cet effort. Pour ce qui est des consultants, le budget 2023 annonçait l'intention de diminuer de 15 % le budget alloué aux consultants, pour des économies de 7,2 milliards sur 5 ans. Nous voulons tripler cet effort et faire diminuer de 45 % les budgets alloués aux consultants.



› Dépenses

Budget de la défense :

Conformément à la comptabilité de l'OTAN, les dépenses en défense incluent le ministère de la Défense (34,95 G\$) et les dépenses d'autres ministères et organismes en soutien aux activités de défense (7,36 G\$) pour un total de 42,31 G\$ en 2023-24 et 45,64 G\$ en 2024-25.

Un changement du mandat de la garde côtière pour y ajouter un mandat de protection du territoire permettrait de comptabiliser son budget comme une dépense de défense, la faisant passer à 47,38 G\$ en 2024-25.

Nous prévoyons une augmentation de 7 % du budget par an, l'amenant à 50,70 G\$ en 2025-26 et le faisant passer à 66,46 G\$ en 2029-30, en hausse de 15,76 G\$. La hausse de 8,1 G\$ prévue par le gouvernement étant déjà incluse dans le scénario de référence du DPB, nous n'inscrivons que la différence pour un total de 7,66 G\$.

Transfert canadien pour la santé :

Tout en maintenant les sommes prévues dans les ententes bilatérales conclues en 2024, le Bloc Québécois propose de revoir la formule d'indexation du TCS pour l'amener au plus élevé des montants suivants : 2 % de plus que la hausse du PIB nominal ou 6 %.

Cette hausse, supérieure aux augmentations de dépenses prévues, permettrait d'amorcer un rattrapage. À l'horizon de 2030, Ottawa contribuerait à hauteur d'environ 25 % des coûts de santé.

Infrastructures liées au logement :

Le budget actuel est de 6 milliards \$ sur 10 ans. Le Bloc propose une augmentation de 50 %.

Autres transferts en infrastructures :

Le cadre financier prévoit hausser de 50 % des sommes prévues au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et doubler le montant du Fonds pour le transport en commun.

Prêt pour l'accès à la propriété : Le Bloc Québécois propose que le gouvernement offre aux premiers acheteurs un prêt sans intérêt de 10 ans équivalent à 4 % de la valeur de la propriété, pour un maximum de 20 000 \$, pour les aider dans la mise de fonds initiale.

Nous l'appliquons à 20 % des transactions immobilières, pour un prêt moyen de 16 000 \$, financé par une émission d'obligations de 10 ans au taux actuel de 3,3 %.

194 000 personnes en bénéficieraient cette année, pour monter à 210 000 en 2029-30. Sur 5 ans, 1,1 million de personnes en bénéficieraient, pour des prêts totaux de 16,2 G\$. Le gouvernement n'assume que les coûts d'intérêts liés à son emprunt.

Logement social et communautaire :

Les montants représentent la reconduction et la pérennisation de l'Initiative pour la construction rapide de logements, qui prend au Québec la forme d'un transfert dédié au logement social et communautaire.

Lutte à l'itinérance :

Le montant représente une hausse de 50 % des sommes actuellement prévues pour la lutte à l'itinérance. Les 1,75 G\$ sur 5 ans équivalent à la moitié des sommes requises pour réduire l'itinérance de 50 % en 5 ans, selon le DPB.

Autres mesures : inclut l'ensemble des mesures inférieures à 50 M\$ par an

- Modification de la taxe d'accise pour les microdistilleries
- Plan de diversification des marchés de la pêche
- Abrogation de la taxe de luxe sur les aéronefs
- Recherche quantique
- Recherche pharmaceutique
- Soutien aux institutions de promotion de la science
- L'abolition de la TPS pour les biens de seconde main achetés en magasin
- Le retour au financement public des partis politiques

blocquebecois.org